



Rossinière, le 9 octobre 2025

**MUNICIPALITE
DE
ROSSINIERE**

*

PUBLICATION

Réf. : 1.4. - Conseil communal/nye

La Municipalité de la Commune de Rossinière

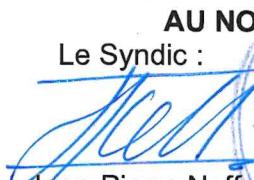
La Municipalité de la commune de Rossinière, agissant en vertu de la loi sur l'exercice des droits politiques (LEDP) et la loi sur les communes (LC), porte à la connaissance des électeurs que, dans sa séance du 7 octobre 2025, le Conseil communal a accepté les objets suivants :

1) Le préavis No 04/2025 relatif à l'« Arrêté d'imposition 2026 », à savoir :

- D'accepter l'arrêté d'imposition 2026 tel que présenté par la Municipalité.

AU NOM DE LA MUNICIPALITE

Le Syndic :



Jean-Pierre Neff

La Secrétaire adjointe :



Estelle Morier

Les électrices et électeurs peuvent consulter le texte des préavis municipaux au Secrétariat municipal.

Conformément à l'art. 162 LEDP, al. 1, lettre b, la demande de référendum pour le préavis No 04/2025 ne pourra être formulée, dans les 10 jours, qu'une fois l'approbation cantonale obtenue, publiée dans la FAO et affichée au pilier public. Le dépôt d'une requête auprès de la Cour constitutionnelle est soumis aux mêmes conditions précitées (article 5a alinéa 2 LJC), mais dans un délai de vingt jours à compter de la publication officielle de cette approbation ou du refus d'approbation dans la FAO et au pilier public.

« Le référendum doit être annoncé par écrit à la Municipalité dans un délai de dix jours (art. 163, al. 1 LEDP). Si la demande de référendum satisfait aux exigences, la municipalité prendra formellement acte de son dépôt, autorisera la récolte des signatures, scellera la liste et informera le comité du nombre minimum de signatures requis.; le titre et le texte de la demande de référendum seront affichés au pilier public (art. 163, al. 3 LEDP). Le délai de récolte des signatures sera de 30 jours dès l'affichage de l'autorisation de récolte des signatures prévu à l'art. 163, al. 3 LEDP (art. 164 LEDP). Enfin, si le délai référendaire court durant les jours de Noël, de Nouvel An ou de Pâques, il sera prolongé de 5 jours. Si ce délai court pendant la période allant du 15 juillet au 15 août, il sera prolongé de 10 jours (art. 134, al.2 et al.3 par analogie) ».